

le quotidien du peuple

Organe central du PARTI COMMUNISTE REVOLUTIONNAIRE marxiste-léniniste

MERCREDI 21 MARS 1979 - N° 878

Commission paritaire N° 56 942 Tél. 636.73.76.

2,00 F.

La résistance cambodgienne s'empare d'une capitale provinciale

La Voix du Kampuchéa démocratique vient d'annoncer que la résistance khmère venait de s'emparer de la ville de Kompong Speu, une capitale provinciale située à 50 kilomètres au Sud-Ouest de Phnom Penh. Cette ville était d'une importance stratégique capitale pour les envahisseurs vietnamiens, puisqu'elle est placée sur la route numéro 4 qui relie Phnom Penh au grand port de Kompong Som. Le peuple cambodgien renforce sa lutte, comme en témoignent aussi les douze accrochages sérieux avec les troupes vietnamiennes qui ont eu lieu du 9 au 12 mars.

Lire en page 8

Cantoniales : «discipline républicaine» à gauche

Lire en page 5

Marseille : la police matraque les lycéens en lutte

Les flics n'ont pas ménagé les lycéens de Marseille qui exigeaient lundi de pouvoir s'exprimer à FR 3 sur la lutte qu'ils mènent depuis plusieurs jours contre la réforme Beullac. La nervosité de la police s'explique d'autant mieux qu'on assiste à un certain renouveau des luttes enseignantes et lycéennes.

Lire en page 8

SIDERURGIE

NEGOCIATIONS POUR RIEN

Les licenciements confirmés à Usinor-Longwy



Mercredi Etchégaray, PDG d'Usinor, confirmera les licenciements prévus à Usinor-Longwy. Les sidérurgistes n'entendent pas accepter la confirmation de cette décision sans réagir. La CFDT, qui maintient l'occupation de la centrale à oxygène d'Herse-range, depuis plusieurs jours, envisageait la veille de la rencontre de couper à nouveau l'approvisionnement des usines si Etchégaray ne revenait pas sur le plan de licenciement.

Simultanément, d'autres actions n'étaient pas exclues, au contraire. Du côté de la CGT, un intense travail de mobilisation est accompli afin de mobiliser la population pour se rendre à Paris vendredi. Le PS s'attire d'ailleurs de vigoureuses protestations d'Edmond Maire en annonçant qu'il se joindra au défilé pour essayer sans doute de ne pas laisser le terrain au PCF à la veille du 2^e tour des cantonales.

Lire en page 3

L'OLP APPELLE A LA LUTTE DANS TOUS LES TERRITOIRES OCCUPES

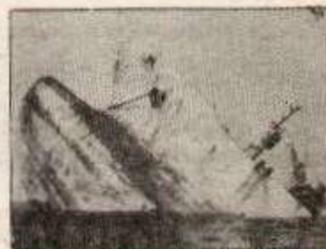


Dans les territoires occupés, le peuple palestinien descend dans la rue.

Lire en page 7

Un
reportage
du
Quotidien du Peuple

Un an après la marée noire de l'Amoco Cadiz



Quel avenir pour la mer ?

Dans la mesure où l'on peut évaluer en chiffres un bilan écologique de la catastrophe, le coût des animaux marins détruits est de 600 millions de francs (chiffres de l'Institut d'Etudes Marines de Brest). En fait rien ne peut réellement rendre compte de la perte réelle si ce n'est de savoir qu'il faudra au moins dix ans avant de rétablir l'équilibre écologique antérieur. Dans la mesure où aucune nouvelle marée noire ne viendrait tout remettre en question...

Si une promenade aux environs de Portsall permet de se rendre compte de la mortalité effrayante des animaux marins, de la persistance d'huile et de film irisé sur les flaques au pied des rochers, il est par ailleurs difficile d'obtenir les résultats des scientifiques. Ceci pour la simple

raison que c'est sous le patronage du ministère de l'Environnement que furent effectués tous les travaux de recherche. Le CNEXO étant l'outil de cette recherche, celui-ci ne publie que ce que le gouvernement l'autorise à faire. Le CNEXO (Centre national d'exploitation des

océans) lui-même distribue sa tâche entre ses propres chercheurs, le COB (Centre océanographique de Bretagne) et l'IEM (Institut d'études marines). Tous ces organismes dépendent pour fonctionner de la marine ministérielle. Autant dire qu'une voix trop discordante de leur part d'avec le discours officiel, leur coûterait le chômage technique.

Par ailleurs le CNEXO, malgré les promesses du printemps dernier, ne poursuit aucun suivi écologique à long terme sur les effets du pétrole : manière dont se dégradent les hydrocarbures et surtout les autres composants ; comment elles évoluent dans la chaîne alimentaire, etc...

Un suivi écologique fut mené jusqu'à la fin mai par les organismes officiels et publié en octobre par le CNEXO. Les observations ne portent que sur des conséquences à court terme de la pollution. Le CNEXO a complètement abandonné le suivi des effets à long terme, s'attachant uniquement au problème de recolonisation du site.

Il faut noter que sans les 160 équipes de 4 étudiants bénévoles qui, organisés par l'IEM et la SEPNEB (Société d'étude et de protection de la nature en Bretagne) firent des prélèvements et des observations sur 200 km de côtes pendant un mois, il n'y aurait eu que d'infimes informations sur les dégâts, et une impossibilité d'évaluer la mortalité animale.

C'est ainsi que la SEPNEB peut aujourd'hui publier un certain nombre de résultats fiables. Les chercheurs de la faculté tentent d'organiser encore quelques recherches grâce au dévouement des étudiants. Ainsi les 26 - 27 et 28 février derniers, une soixantaine d'entre eux firent de nouveaux prélèvements sur les plages (pourcentage de mortalité, taux d'hydrocarbure, etc.). Malheureusement leurs crédits de misère les ont amenés à bloquer les inscriptions de volontaires moins de 24 heures après l'appel sinon ils auraient pu être aussi nombreux qu'auparavant. Cette opération leur a coûté leurs dernières cartouches. Il n'y aura désormais plus de suivi par vaste prélèvement d'échantillons.

DES ATTEINTES ÉCOLOGIQUES PREOCCUPANTES

Par Jean-Jacques KERFISSIEN

Les sources de pollution marine

Il n'y a malheureusement pas de sources de pollution marine par hydrocarbures. Les scientifiques la banalisent déjà en l'appelant « pollution chronique ». Il s'agit des effluents imputables à l'industrie pétrochimique elle-même, mais aussi et surtout aux écoulements industriels et aux égouts domestiques, ainsi qu'à l'écoulement de l'eau de pluie sur le bitume des villes (dépôts de gaz d'échappement, bitume lui-même).

En fait tous les résidus, ou presque, de notre consommation d'hydrocarbures arrivent un jour ou l'autre à la mer, par ruissellement ou par retombée atmosphérique (des fumées principalement). Ainsi l'activité liée à la transformation et à l'utilisation des produits pétroliers, est la première source de pollution marine (3,3 millions de tonnes en 1973).

S'il est évident que les marées noires sont d'autant plus meurtrières qu'elles se situent à la côte, donc sur les fonds les plus riches, il est tout aussi évident que les autres sources de pollution ne peuvent que compromettre le rétablissement des zones affectées — voir tableau ci-dessous —.

Coût du suivi écologique

De mars 1978 à mars 1979	millions de francs
Ministère Environnement	2,7
Organisations scientifiques (CNEXO-CNRS)	5,5
NOAA (USA)	3,0
don de la compagnie Amoco	
Total :	11,2

NOAA (décembre 1979)	1,8
Total :	13,0

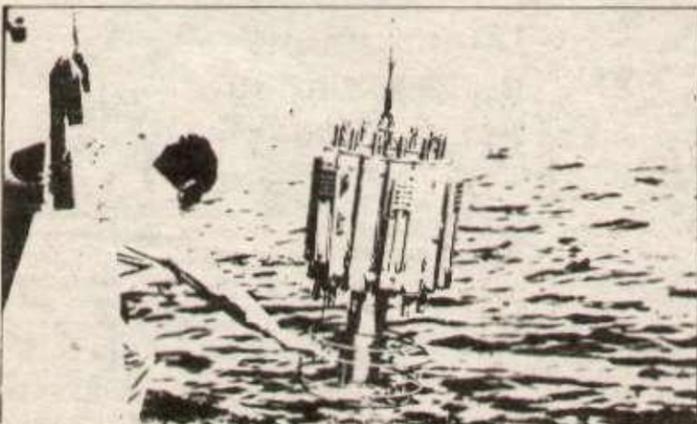
Chiffres donnés par le CNEXO dans son rapport au ministère de l'Environnement.

Il n'est donc prévu que 13 millions de francs pour le suivi écologique.

Parallèlement :

Coût du nettoyage par l'armée : 400 millions

Perte (provisoire) écologique mars 1979 : 600 millions



Remontée d'une sonde hydrologique

Sources de Pollution	Estimation des pertes en 1973 en tonnes
Effluents terrestres	
Raffineries	200 000
Huiles résiduelles	
Écoulement égouts	2 500 000
Opérations Maritimes	
Pétroliers utilisant le Load on top*	310 000
Pétroliers n'utilisant pas le «Load on top»	770 000
Appontements pétroliers carénages	75 000
Collisions-accidents en Mer	300 000
Exploitation off shore (plate-forme)	80 000
Suintements matériels	600 000
Retombées atmosphériques	600 000
Total	6 110 000

Source : Académie Nationale des Sciences des Etats-Unis 1977
*Ballastage séparé

Dans notre édition vendredi :

le S.E.P.N.B.* tire le bilan

* Société d'Etude pour la Protection de la Nature en Bretagne.

SIDERURGIE

IMPORTANTE PARTICIPATION ATTENDUE

POUR LA MARCHÉ SUR PARIS LE 23 MARS

La marche sur Paris du 23 mars est en pleine préparation. La direction CGT mobilise largement ses organisations pour assurer une large participation à cette journée dont elle est la seule organisatrice en tant que confédération.

Du côté de la CFDT, une certaine confusion s'est établie : la direction de la FGM (fédération de la métallurgie) n'appelle pas à la marche, soutenue en cela par la direction confédérale, mais seulement à une grève de 24 heures le 23 dans la sidérurgie. Cependant, un certain nombre d'organisations CFDT de base, sensibles à l'aspiration à l'unité des travailleurs, ont appelé à participer. C'est le cas par exemple pour l'UIS de Longwy et pour la CFDT d'Usinor-Dunkerque.

Sur Paris, la CGT a prévu d'accueillir les arrivants en différents points de la ceinture parisienne (Saint-Ouen, Saint-Denis, Montreuil, Pantin, Ivry, Corbeil) avant de se diriger vers le point de rassemblement central, place de la République à 15

heures. Des mots d'ordre de grève ont d'ailleurs été lancés sur Paris pour le 23. Des mots d'ordre ont été également lancés par une dizaine de fédérations CGT (alimentation, sous-sol, ports et docks, chemins...). On s'attend donc à une participation relativement importante pour cette marche sur Paris.

Il est évident que la direction CGT voudra donner un contenu à cette journée qui ne sera pas en prise sur les aspirations profondes des travailleurs. Par ailleurs, la question se pose : que fait-on le 24 ?

Cela dit, nombre de travailleurs, et notamment des sidérurgistes, auront à cœur d'imprimer à cette marche la marque de leur combativité, d'y exprimer leur volonté à la lutte qu'ils développent depuis des semaines dans leurs régions. Il faudra mener bataille pour que la voie de la lutte soit largement présente dans les rangs de la manifestation et tout au long de cette journée du 23.

G.P.

SOS emploi CFDT N° 17: C'est tous ensemble que nous nous sauverons, c'est par la lutte que nous gagnerons !

Depuis trois mois nous menons un combat incessant ; il le fallait.

Pouvoir et patronat se sont conjugués pour nous condamner. Nous avons riposté.

Ils ont tout essayé pour nous faire reculer. Ministres, députés, patrons, de Barre à Giscard en passant par Messmer, Boulin, Giraud, Etchegaray, aucun n'a ménagé ses déclarations contre nous.

L'un annonçait blanc le matin, l'autre noir le lendemain.

Souvent c'était le même qui disait l'un et l'autre ! En même temps, ils envoyaient les gardes mobiles ! A chaque fois, les travailleurs et la population ont réagi massivement. A présent, ils essaient une autre solution : la division par... une mesure sociale pour chacun ! :

- la prime à l'abandon de poste ;
- le dégageant des travailleurs de plus de 50 ans ;
- les parcs à chômeurs.

Ils veulent «vider le tonneau de la lutte» en y perçant des milliers de petits trous ! Depuis que l'action se mène, presque tout le monde le reconnaît, la CFDT Longwy a été à l'initiative de la lutte :

- Le SOS ;
- La radio ;
- Les occupations ;
- Les opérations coup de poing ;
- Les forums ;

- Les portes ouvertes ;
- Le relais de télévision ;
- La riposte contre l'intervention policière.

Les militants CFDT ont toujours eu le souci d'associer les travailleurs et la population, de mener une lutte conforme à l'aspiration de tous, et dans l'unité et l'indépendance syndicale.

Aujourd'hui la lutte est à un tournant.

La CGT par sa décision de la marche sur Paris pour le 23 mars, a mis l'intersyndicale du bassin de Longwy devant le fait accompli. Ce n'est pas ça : l'unité !

La CGT ne nous a pas véritablement répondu à la question : qu'allons-nous faire à Paris ?

Le contact avec les Parisiens c'est bien. Les opérations coup de poing dans la capitale : c'est bien. Mais Paris, c'est surtout là que les patrons et les ministres ont pris des décisions qui nous condamnent. C'est ceux-là qu'il faut aller voir et exiger d'eux le retrait définitif de ces mesures.

UNITE ET ACTION ONT ETE LES DEUX MOTS D'ORDRE DE NOTRE COMBAT

Ce n'est pas maintenant que nous allons les abandonner. Malgré la position nationale de notre syndicat, avec la ferme volonté d'imposer nos exigences au

pouvoir, et au patronat, nous appelons à la marche sur Paris pour le 23 mars, appuyée par une grève de 32 heures. Mais nous ne nous laisserons récupérer par personne et nous avons le souci de la volonté des travailleurs.

C'est pourquoi nous manifesterons derrière la banderole de l'intersyndicale sans notre sigle CFDT, avec notre seul badge : «Longwy SOS Emplois».

Notre lutte n'est pas centrée sur le seul objectif de la marche sur Paris du 23 mars. Sans attendre, nous avons porté le 15 mars le coup de semonce à Etchegaray en bloquant la distribution d'oxygène dans les usines.

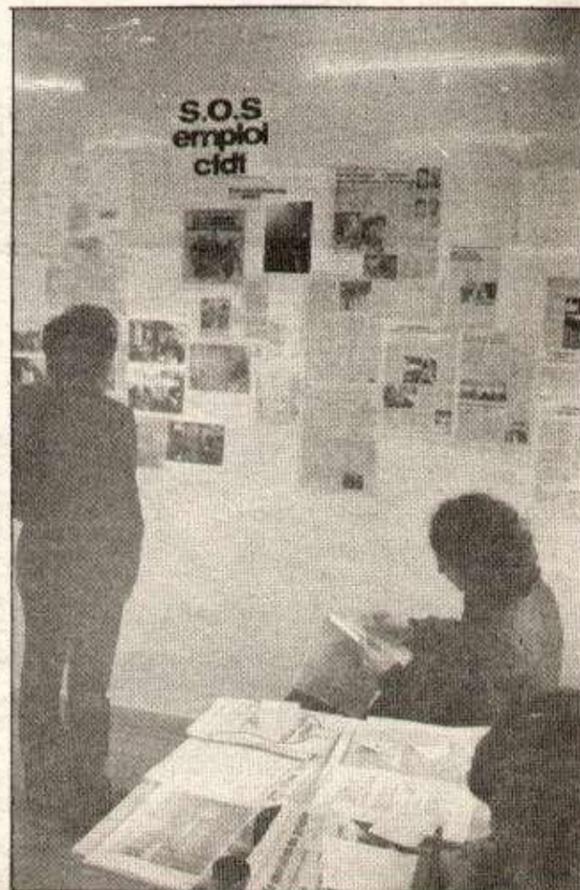
Le 21 mars se tient la dernière réunion sur l'avenir de la sidérurgie de Longwy. Elle sera décisive. La possibilité d'un rassemblement à Paris le 21, pendant la réunion, à la porte d'Etchegaray est fortement prise en compte par la CFDT.

Ce même jour, si la décision n'est pas positive, nous prendrons la responsabilité de recommencer notre opération blocage de l'oxygène, en évitant, comme nous l'avons toujours fait, de faire perdre de l'argent inutilement et en demandant le soutien et la participation des travailleurs et de la population ayant à l'esprit les 7 500 suppressions d'emplois qui sont dans la balance.

Nous entrevoyons également la possibilité d'un rassemblement massif des travailleurs de Denain, Sedan et Longwy à Dunkerque. C'est une proposition que nous ferons à l'intersyndicale dans le cadre de la coordination des luttes.

La CFDT n'est pas abattue ! Les travailleurs non plus ! La lutte, la lutte jusqu'à la victoire ! LONGWY VIVRA !

Longwy le 17 mars



Fos-sur-Mer :

Alors que les débrayages continuent, deux directeurs «retenus» une heure lundi

Depuis plusieurs jours, et notamment la semaine dernière, des mouvements de grève successifs se sont engagés à la Solmer (Fos) dans différents services, comme aux hauts fourneaux pour des revendications salariales (300 F pour tous) et à la centrale soufflante.

La direction de la Solmer, refusant de céder sur les revendications, choisissait au contraire la répression en mettant à pied et en licenciant une quinzaine de délégués CGT et CFDT de la centrale soufflante, et en menaçant de lock-out les hauts fourneaux.

Le mouvement s'étendait alors dans un grand nombre de services des laminoirs.

Alors que samedi, les travailleurs de ce secteur décidaient de «suspendre» leur mouvement (les week-ends de travail sont payés plus), ils se retrouvaient lundi matin en assemblée générale pour faire le point et décider de la poursuite de la lutte.

Environ 250 travailleurs étaient présents, venus des différents services de la zone Laminoir, et des différents postes, ainsi que de l'équipe de journée. La journée de lundi, suite à cette assemblée générale, a vu plusieurs débrayages se dérouler dans différents secteurs, notamment à la coulée continue, au train à chaud ainsi que chez les pontiers du finissage l'après-midi.

A 15 heures, débutait la réunion avec la direction. Que ce soit sur la question des salaires, des conditions de travail, des qualifications, que ce soit sur la levée des sanctions, rien ne ressortait de concret.

La riposte ne s'est pas fait attendre. Les deux «négociateurs» Bertrand et Comtat étaient alors «retenus» par les travailleurs durant une heure. La direction faisait alors appel à un huissier pour venir constater le «délit»...

Cette action ainsi que les débrayages sont suivis par des travailleurs tant CGT que CFDT. La direction du syndicat CGT avait appelé en fin de semaine dernière à la... reprise du travail. Cet appel à la reprise, explicable notamment par le fait que la direction CGT entend orienter la combativité des travailleurs vers la journée du 23, n'avait pas été du goût, samedi, de l'ensemble des adhérents et des délégués CGT. Plusieurs, à cette occasion, avaient protesté contre cette prise de position affirmant : «C'est inacceptable. Il faut au contraire travailler à donner plus d'ampleur à la lutte» ; ils proposaient également des actions.

● Communiqué du mouvement des femmes

Le 23 mars 1979, les sidérurgistes de Lorraine viennent manifester à Paris pour refuser tout licenciement et pour défendre le droit à l'emploi.

Pour nous, militantes du mouvement des femmes, ces problèmes sont aussi les nôtres : n'est-ce pas le même pouvoir qui est prêt à résoudre le chômage en renvoyant les femmes au foyer, en les enfermant dans leur rôle traditionnel d'épouse et de mère. Pour débattre de notre participation à cette initiative : AG du mouvement des femmes, mardi 20 mars à 20 heures faculté de Jussieu. Tour 46.

Demande de contact avec le PCR ml

Nom, prénom

Profession

Adresse

Envoyez au Quotidien du Peuple
BP 225 - 75 924 Paris Cédex 19

LUTTES OUVRIERES

EDF : la fédération CGT contre la poursuite de l'action

Lundi, les fédérations CGT et CFDT de l'Electricité et du Gaz se rencontreraient pour envisager la suite du mouvement engagé contre les sanctions infligées à 28 techniciens de la Centrale de Chevrière. Comme on pouvait s'y attendre, la fédération CGT s'est prononcée contre la poursuite du mouvement cette semaine. La fédération Gaz et Electricité CFDT a publié le communiqué suivant :

« Les propositions faites par la fédération Gaz-Electricité CFDT de poursuivre l'action dès cette semaine pour la levée des sanctions

et le déblocage des négociations à EDF-GDF n'ont pas été acceptées par la Fédération CGT. Les responsables de cette Fédération ont choisi la globalisation, dans le cadre de la marche confédérale de la CGT sur Paris le 23 mars, plutôt que le soutien de l'action en cours à EDF-GDF. De ce fait, toute initiative d'ampleur nationale, de caractère majoritaire, est momentanément rendue impossible. La Fédération Gaz-Electricité CFDT appelle ses Syndicats à multiplier les initiatives locales, afin que cette situation ne se perpétue pas. »

● Nouvelles des Vosges

Après la lutte victorieuse des travailleurs de la société CNS (Chantier Naval de Senones) qui avaient « retenu » le directeur pour obtenir de meilleures conditions d'hygiène et de sécurité, ce sont les ouvriers de la Coplac à la Petite Raon qui ont débrayé à 90 %, face aux menaces de 60 licenciements et face au démantèlement de deux unités de production situées dans la vallée du Rabodeau.

Suite à cette action, le PDG qui a été également « retenu » dans son bureau a cédé temporairement en supprimant les licenciements. Mais les travailleurs avec les syndicats CGT et CFDT restent vigilants depuis qu'ils ont appris la restructuration en cours dans le groupe Sicca (CDF) : en effet, pour ce groupe, il s'agit de fermer les unités vosgiennes au profit d'une entreprise située près de Roanne ; ceci dans le cadre d'une centralisation de la production dans la région du Rhône.

Mais dans la vallée du Rabodeau, victime du plan Vosges, l'ensemble des travailleurs ne veulent pas en rester là. Dans l'usine Cimtram, par exemple, la lutte s'organise également contre les mêmes menaces : licenciements et mauvaises conditions de travail.

Malgré l'inertie de l'UL CFDT, qui prétendait faire un référendum auprès de la population pour « savoir si elle veut vraiment vivre et travailler au pays », l'UL CGT a appelé les travailleurs et les chômeurs à organiser des Assises Locales pour l'emploi, tremplin d'une intensification et d'une coordination des luttes de la vallée. Ces assises auront lieu dès le mois d'avril et seront le début d'opérations « coup de poing ».

Corresp. Senones
Vallée du Rabodeau

● Sotracomet occupe Sollac-Florange

Deux cents employés de la Sotracomet qui mènent une lutte déterminée depuis plusieurs mois occupent les bureaux de la Sollac à Florange. Les ouvriers de la Sotracomet et leur section CFDT affirment que la société sidérurgique doit intervenir dans la résolution de leur conflit puisqu'elle est un important actionnaire de leur entreprise.

● S'opposer aux licenciements dans le second degré !

6 500 licenciements officiellement annoncés dans le second degré pour l'année prochaine. Un comité se met en place, sur la plate-forme suivante :

- levée des menaces de licenciements ;
- garantie de l'emploi, avec affectation dès la mi-juin pour la rentrée de septembre ;
- réemploi dans sa spécialité et sur poste complet ;
- exigence du paiement régulier dès septembre ;
- titularisation immédiate ;

Venez nombreux pour discuter de ces perspectives, mercredi 21 mars à 15 heures, bourse du travail, salle Pelloütier, rue du Château-d'eau, Paris (M^o République).

Des militants FEN, SGEN-CFDT, CGT, et non syndiqués

Radio Lorraine Cœur d'Acier à Longwy :

QUELLE EXPRESSION POUR LES TRAVAILLEURS ?

Une nouvelle radio, indépendante du monopole d'Etat, est née ; elle a été créée dans une région où depuis plusieurs mois les travailleurs ont entamé une lutte difficile et résolue contre le chômage qui étend son spectre sur toute la région. Une radio qui prétend, selon ses animateurs, « appartenir » et être « un outil au service de la population ». A priori autant d'éléments qui devraient nous réjouir. Mais qu'en est-il de cette radio ? N'en existait-il pas une depuis quelques mois déjà, dont l'existence avait été motivée par la lutte des travailleurs de la région ? Cette nouvelle radio Lorraine Cœur d'Acier (LCA), sera-t-elle réellement représentative des aspirations et des débats des travailleurs ? Autant de questions qui se posent.

Radio Lorraine Cœur d'Acier n'a pas lésiné sur les moyens. Un studio super-équipé, avec tout le matériel professionnel nécessaire, et une équipe, elle aussi professionnelle : deux techniciens, quatre journalistes. L'Union locale CGT qui revendique la création de cette radio, dit « essayer de faire quelque chose de nouveau, de neuf pour la population ». Par ailleurs, lorsque l'on demande à ses animateurs si cette nouvelle radio peut être qualifiée de libre, la réponse annonce déjà quelque ambiguïté : « Radio libre ? Disons que c'est peut-être embêtant parce que beaucoup de radios qui ont existé se sont dites « radios libres ». C'est avant tout une radio d'expression. C'est faire parler les gens, se retrouver en face de leurs problèmes, et en parler parce que les monopoles actuels, les radios qui existent, passent vraiment sous silence des pans entiers de ce qui se passe à l'intérieur même du pays ». Les animateurs de RLCA semblent oublier, ou mettre sur le même plan que les radios du monopole, Radio SOS-Emploi.

QUELLES ORIGINES ?

A propos de cette dernière, à la question de sa

voir si RLCA ne peut pas être ressentie comme une division par rapport à l'existence de Radio SOS-Emploi, les animateurs éludent soigneusement la question en répondant : « Là-dessus, on a eu l'occasion, lors de la première émission, de saluer les camarades de la CFDT qui ont eu le courage d'implanter cette Radio SOS-Emploi. Maintenant, la CGT a pensé que cette initiative étant bonne, à faire aussi une radio ». Pourtant, une démarche de Radio SOS-Emploi à ses débuts avait justement été de tenter d'y associer la FEN et la CGT. Celle-ci avait alors refusé. La mauvaise foi apparaît lorsque l'on demande s'il n'était pas possible de faire quelque chose en commun : « Oui, mais là ça aurait pu être beaucoup plus long, au niveau de la mise en application pratique. La CGT a voulu faire autre chose. Disons qu'on a voulu le faire aussi pour nous ». Voilà qui est plus clair. Mais la CGT de Longwy n'exprime pas de critiques sur Radio SOS-Emploi, sur son contenu. Alors pourquoi cette initiative là où existait précisément une radio libre qui donne largement la parole aux travailleurs ?

La direction de l'UL-CGT de Longwy est largement

composée de membres du PCF, et n'est-ce pas dans ce sens qu'il faut rechercher l'explication ? Même si Radio Lorraine Cœur d'Acier prétend ne pas recevoir de soutien « officiel » de la part de ce parti. De fait, officiellement le PCF est pour le monopole, contre les radios libres. Radio Lorraine Cœur d'Acier n'a-t-elle pas obtenu de la part du maire PCF de la ville les locaux de l'ancien hôtel de ville, alors que jusqu'à présent le PCF se gardait bien de fournir une telle aide aux radios libres existantes dans le pays, ou seulement de façon ponctuelle et démagogique ? Le PCF de Vitry (94) n'a-t-il pas récemment enlevé la pièce qu'il prêtait à Radio Cortizone la veille qu'elle se fasse saisir par les flics ? Quant au financement de Radio Lorraine Cœur d'Acier, le responsable a beaucoup de difficultés à affirmer qu'elle n'est pas financée par l'UL-CGT.

DES ANIMATEURS INCONNUS ?

D'autant que les moyens engagés (studio, matériel, dont un émetteur de 600 watts - 2,5 watts pour Radio SOS-Emploi - deux techniciens, quatre journalistes professionnels) nécessitent un budget important. Quant à la composition de l'équipe, ce responsable affirme qu'elle n'est composée que de cégétistes, dont certains venus de la région parisienne, sans pouvoir donner plus de précisions. Pourtant l'équipe est dirigée par Marcel Trillat, cégétiste certes, mais aussi membre du PCF, interviewé de Marchais pendant la campagne électorale, chargé de mettre sur pied la radio municipale de Montreuil (PCF), l'un des

quatre journalistes que le PCF ne cesse de mettre en avant pour la « pluralité » des organes audiovisuels de l'Etat ! Notons que Radio Montreuil n'a jamais émis, bien qu'ayant fait l'objet d'une importante campagne de la part du PCF et de ses divers organes dont L'Humanité. Alors Radio Lorraine Cœur d'Acier, radio CGT ou radio PCF ? Pourquoi ne pas l'avoir implantée ailleurs, par exemple à Saint-Etienne, où les militants CGT demandent depuis plusieurs mois une telle radio ?

N'est-ce pas une offensive de la part de la CGT, pour tenter de reprendre en main « l'initiative » qui lui échappait sur le terrain, d'imposer leur marche sur Paris. Le PCF n'est-il pas largement favorisé sur les ondes de Radio Lorraine Cœur d'Acier avec Jules Jean, le maire de Longwy et Porcu député qui interviennent longuement. Et sous couvert de donner la parole à des travailleurs, n'y a-t-il pas moyen de « censurer » leurs propos, sans pour autant utiliser des « coupures ». Lundi soir, un travailleur de SPLM (Usinor) parlait de la lutte qu'il a engagée avec ses camarades. Il commence à faire état de la détermination qui les anime, lorsque l'animateur de Radio Lorraine Cœur d'Acier Soullac (PCF), pose alors brutalement la question : « Mais alors, dis-moi où est-ce qu'on est pour le 23 ? ». Un moyen simple d'étudier les questions qui se posent. Le même lundi soir l'émetteur de 600 watts de Radio Lorraine Cœur d'Acier couvrait totalement les émissions de Radio SOS-Emploi, les rendant absolument inaudibles...

Pierre CHÂTEL

BOUSSAC : LES WILLOT CONTINUENT A RESTRUCTURER

En plein mois d'août 1978, les frères Willot reprenaient dans des conditions plus que douteuses les usines du groupe Boussac, en location gérance. Aujourd'hui, on reparle de restructuration des usines, d'ici la mi-avril.

« Que veulent faire les frères Willot ? Trois sociétés autour de 3 grands pôles d'activités de l'ensemble du groupe Willot : - activité de production (textile, habillement, hygiène, non tissé, papier carton, camping, mécanique, tous les articles) - activité de distribution et commerce - le reste des activités : ingénierie (usines clé en mains), immobilier... Pour le secteur d'activité

qui nous préoccupe directement : la production, ce la veut dire que les Willot vont regrouper en une seule société ce qui se trouve dans le Consortium général textile, chez Saint Frères et les Filiales (...) Rigot Stalars, les usines et sociétés de confection, y compris (même si c'est d'une manière un peu différente) toutes les activités et sociétés de fabrication de Boussac », explique un tract du Comité de coordi-

nation CGT des Syndicats et Sections syndicales du Groupe Agache Willot.

Ce qui se profile donc, c'est la sélection des activités de façon à mieux gérer, c'est-à-dire des fermetures, des licenciements. Et comme d'habitude, les Willot vont se saisir de cette réorganisation pour ne pas payer d'impôts, des usines faisant des bénéfices, d'autres étant en pertes comptables...

Pour les ouvriers, cela veut dire, en plus des licenciements, la mise en compétition entre usines, et du même coup la pression sur les salaires, « l'augmentation du nombre de

broches à tisser, l'aggravation des conditions de travail au travers des nouvelles méthodes d'organisation... ».

Cela veut dire aussi que du point de vue syndical, il sera encore plus difficile d'avoir des informations sur les projets de la direction, puisque des dizaines de sociétés et des centaines d'usines seront ainsi regroupées, et que dans le même temps, la représentation des diverses usines au niveau du CCE sera sans doute fortement diminuée.

Devant ces menaces, la lutte contre les licenciements projetés est de nouveau à l'ordre du jour.

CANTONALES : QUELQUES TENDANCES

C'est avec une remarquable lenteur que le ministère de l'Intérieur a diffusé les résultats du premier tour des élections cantonales, puis-que lundi à midi, l'ensemble des résultats n'était pas encore connu.

La statistique officielle donne les résultats suivants : sur 16 905 271 inscrits, 11 060 619 ont voté, soit 65,40 %. Il y a eu 10 712 811 suffrages exprimés, soit 63,30 % des inscrits.

Ont obtenu : l'extrême-gauche 0,85 % des suffrages, le PCF 22,4 %, le PS 26,9 %, le MRG 1,8 %, les «divers gauche» 3,16 %, l'UDF 21,1 %, le RPR 12,34 %, les «modérés favorables à la majorité» 10,03 %, et les divers droite 0,69 %. Les écologistes obtiennent 0,47 %. Pour ces derniers ainsi que

pour l'extrême gauche, les résultats sont à relativiser par le fait qu'il n'y avait pas de candidats écologistes ou d'extrême-gauche dans la totalité des cantons, loin de là.

Pour les grands partis politiques, on peut noter, par comparaison avec les élections cantonales de

CEUX DE LA FAMILLE

Henri Giscard d'Estaing, fils de l'autre, est en ballottage favorable dans le Loir-et-Cher. Mme Bernadette Chirac, épouse de Jacques, est en ballottage serré dans le canton de Corrèze, dans le département du même nom.

1976, et avec celles de 1973 (ces dernières concernant les mêmes cantons que ceux où l'on vient de voter) les quelques ten-

dances suivantes : le PCF obtient un score identique à celui des élections précédentes (22,4 % contre, respectivement, 22,8 % et 22,7 %). Il progresse dans le bassin sidérurgique lorrain. Il recule principalement dans le Jura et en Seine-Saint-Denis. Dans de nombreuses villes de la périphérie de Paris, il perd des suffrages : ainsi à Ivry, Champigny, Massy, Argenteuil, Aubervilliers et Saint-Denis. (Nous analysons par ailleurs de façon détaillée les résultats obtenus par le PCF en Seine-Saint-Denis). Le PS progresse par rapport à 1973 (26,9 % contre 21,9 %) mais reste stable si l'on compare avec 1976 (26,6 %).

Au sein de la droite, l'UDF devance nettement le RPR, qui progresse cependant de 2 % par rapport à 1976 (stabilité par rapport à 1973). La progression du RPR et de l'UDF (pour

cette dernière par rapport aux partis qui la composent actuellement) s'est faite au détriment des «sans étiquette favorables à la majorité», qui obtiennent 10,03 % des voix contre 14,3 % en 1973. Un signe que ces élections ont été plus nettement politiques que les précédentes.

L'UNION FAIT LA FORCE

Dans la nuit de vendredi à samedi, de violents incidents ont opposé des colleurs d'affiches du PS et du PCF à Ivry (Val-de-Marne). Il y a cinq blessés ; l'un d'entre eux a dû être hospitalisé.

La gauche obtient donc (non compris l'extrême-gauche ni les divers gauche) 51,1 % des suffrages, contre 46,5 % en 1973 et 51,8 % en 1976. Comme les cantons renouvelés

Les membres du gouvernement

Sept membres du gouvernement se présentaient à ces élections. Trois d'entre eux sont réélus au premier tour : Le Theule, ministre des transports, RPR, dans la Sarthe. Monory (CDS), ministre de l'économie, à Loudun, et Pelletier, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'Education nationale, UDF, dans l'Aisne.

Quatre autres sont en ballottage : Daniel Hoeffel, secrétaire d'Etat auprès du ministre de la Santé, UDF, a dû s'effacer à Strasbourg devant André Bord, RPR, ancien ministre. Jean-François Deniau, UDF, ministre du commerce extérieur à Bourges (Cher), Jean-Paul Mourot, RPR, secrétaire d'Etat auprès du garde des sceaux, dans l'Indre, et Lionel Stoléro UDF, secrétaire d'Etat chargé des travailleurs immigrés, dans les Vosges, sont en position d'être élus au second tour.

sont ceux où l'on avait voté en 1973, on peut s'attendre, sous réserve que les reports de voix se fassent bien à gauche, à ce qu'un certain nombre de présidences de conseils généraux tombent à gauche. C'est le cas pour

l'Aisne, la Meurthe-et-Moselle, la Haute-Saône, la Corrèze, la Saône-et-Loire, la Somme, les Ardennes et l'Oise. La droite pourrait s'emparer de la présidence de la Sarthe.

François NOLET

En Seine-St-Denis, net recul du PCF dans ses bastions

A l'issue des résultats du 1^{er} tour des élections cantonales, se confirme, dans les bastions du PCF, le net recul de ce parti enregistré aux législatives de 1978. Dans l'ensemble le PS progresse sans pour autant inquiéter le PCF qui, dès le premier tour, retrouve 7 de ses 13 sièges et arrive en tête dans les 6 autres cantons. En dépit de la stabilité de l'ensemble de ses scores, la majorité est menacée dans les 5 cantons qu'elle détient.

En apparence, ces résultats sont assez paradoxaux puisque le PCF assure ses sièges et se trouve en bonne position pour emporter quatre des cinq cantons de la droite : le Raincy, Noisy-le-Grand, Gagny et Villepinte. Cependant, ces trois derniers cantons ont été l'objet de vives querelles entre les partis de gauche : aussi le PCF veille-t-il particulière-

ment à ne pas réveiller les polémiques. Sa prudence est d'autant plus grande que seul un gain de sièges pourra lui permettre de masquer les importants reculs qu'il a subis dans ses bastions. Hormis le canton de Pantin Ouest, le PCF ne progresse que dans les cantons gérés par la droite (2 à 6 %). En revanche, dans 15 cantons ses reculs sont considérables et tout particulièrement dans ceux qu'il dirige, où ses pertes sont de 11,6 % en moyenne. En général, l'audience du PCF ne régresse pas numériquement, mais partout l'accroissement de la participation des électeurs s'est marqué par une nette opposition à sa politique de gestion. En tenant compte des augmentations de population, on s'aperçoit cependant que cette plus grande participation est loin d'expliquer les pertes en pourcentage (cf tableau ci-dessous).

Le cas particulier de Noisy-le-Grand, canton tenu

par la majorité, mérite aussi d'être cité. Au premier tour de 1973, PC, PS et PSU ont respectivement 28,4 %, 14,5 % et 1,6 %. La majorité l'emporte nettement au second avec plus de 55 %. Lors de la cantonale partielle de juin 1977, les pourcentages du 1^{er} tour deviennent respectivement 36,8 %, 20,3 % et 0 %. Les difficultés de l'union empêchent la candidate du PCF de l'emporter. Cette fois, les travailleurs sont moins prêts à suivre le PCF ; celui-ci perd 5,4 % alors que le PSU passe de 0 à 4,35 % et que le PS poursuit sa progression (29,28 %).

Dans 15 cantons sur 20, le PCF est en régression, mais c'est surtout dans les cantons qu'il gère que ses reculs sont les plus importants (pertes dans 11 cantons sur 13), là où les travailleurs font l'expérience concrète de sa gestion.

Didier DELORME

Canton	1973	1979
Aulnay-sous-Bois Nord		
Inscrits	19 495	23 813
Exprimés	8 076	10 828
PCF	4 744 58,7 %	4 971 45,91 %
PS	719 8,9 %	2 211 20,42 %
PSU		579 5,35 %
Montfermeil		
Inscrits	13 002	15 696
Exprimés	5 642	8 980
PCF	2 982 52,9 %	2 832 31,54 %
PS	902 16 %	2 211 24,62 %
PSU	163 2,9 %	
Saint-Ouen		
Inscrits	16 125	13 729
Exprimés	6 619	7 660
PCF	4 378 66,1 %	4 199 54,82 %
PS	1 133 17,1 %	1 536 20,05 %
Droite	1 108 16,7 %	1 443 18,84 %
F.N.		482 6,29 %

Les projets de modification des statuts du PCF QUELQUES POINTS DE REPÈRE

Nous avons envisagé dans notre dernière édition les modifications proposées aux statuts du PCF sur la question de la référence au marxisme-léninisme. Nous donnons aujourd'hui des éléments sur la manière dont le PCF présente ses buts, son projet de société, essentiellement dans le préambule des statuts. Evidemment, il convient de ne pas s'en tenir de trop près à la lettre des textes : ce n'est pas sur ses seules paroles que l'on peut juger des intentions du PCF. Il n'empêche que les changements intervenant dans les termes eux-mêmes sont politiquement significatifs.

Dans les statuts du PCF actuellement en vigueur, des formulations marxistes se retrouvaient en partie : le préambule des statuts déclarait : «Le Parti communiste français a pour but fondamental la transformation de la société capitaliste en une société collectiviste ou communiste, société fraternelle sans exploités ni exploités». Pour parvenir à cette société, les statuts du PCF indiquaient : «Ce pouvoir, dont la forme peut varier, est la dictature temporaire du prolétariat qui assure la démocratie la plus large pour tous les travailleurs». Ces affirmations étaient déjà contredites dans les mêmes statuts par l'affirmation d'une étape d'«Etat de tout le peuple» après la période de dictature du prolétariat, ce que prétendaient avoir réalisés les révisionnistes soviétiques. Quant à la voie du passage au socialisme, il était indiqué qu'elle s'effectuerait «comme tenu des conditions spécifiques de notre pays», ce qui signifiait le passage pacifique.

Dans les nouveaux statuts, les formulations ont changé profondément. Le communisme n'est plus cité qu'une fois, et pour la forme : on y lit que le socialisme «amorcera le

Il créera ainsi des conditions sans précédent pour l'épanouissement de chaque individu». Société où tout irait bien et d'où aurait disparu toute contradiction, et notamment toute contradiction de classe, dont nulle mention n'est faite.

Dans le même ordre d'idées, la dictature du prolétariat disparaît des statuts. (Rappelons que le 22^e congrès avait ratifié le principe de sa disparition, mais qu'elle n'avait pas été supprimée des statuts, les délégués n'ayant pas été mandatés sur ce point). La dictature du prolétariat étant nécessaire pour assurer le passage du capitalisme au communisme, le rejet de ce terme, la disparition de toute définition marxiste du socialisme et la disparition quasi totale de la référence au communisme tiennent ensemble.

Il y a bien là une logique politique : non que la ligne du PCF ait connu une modification profonde depuis le 20^e congrès, mais parce que l'adaptation du vocabulaire suit, avec retard, la dégénérescence révisionniste de ce parti.

François NOLET

(à suivre)

Le Quotidien du Peuple
Adresse Postale BP225 75 924 Cédex 19
Crédit Lyonnais Agence ZU 470 Compte N°668 J
CCPN°23 132 48 F - Paris
Directeur de Publication : Y. Chevet
Imprimé par IPCC - Paris Distribué par les NMPP
Commission Paritaire : 56 942



Emblème des «Fedayin du peuple»

Un mois après la chute du Shah OÙ VA L'IRAN?

Une enquête de Frank Roussel

«● Malgré les appels de Khomeiny, le peuple reste armé ● La droite des religieux est au pouvoir ● Certains mollahs qui collaboraient avec la police du Shah ont pu devenir chef des «comités Khomeiny» de quartier ou de province...»

L'action des «Fedayin du Peuple» — 2 — Position sur la situation actuelle

► En quoi le fait que le régime ait été renversé par une insurrection armée a-t-il modifié la situation ?

Deux voies s'offraient pour la révolution iranienne, celle prônée par les religieux et celle prônée par les forces de gauche. Les feddayin ont toujours soutenu que la seule solution c'est la lutte armée. Khomeiny et les autres chefs religieux voulaient mettre fin au régime uniquement par les manifestations et les grèves, alors que la lutte armée s'avérait nécessaire. Quand le soulèvement a pris une ampleur massive dans tout le pays, il y a eu des massacres comme celui de Tabriz. Le peuple a pu constater de ses yeux que l'armée iranienne n'était pas une armée frère comme le prétendait Khomeiny. Après chaque massacre de la part de l'armée, les feddayin répondaient par plusieurs attaques contre les casernes et les commissariats, et exécutaient les responsables des massacres.

Le jour de l'insurrection du 11 février dernier, lorsque les «Immortels» ont attaqué la caserne de l'armée de l'air, les feddayin sont arrivés tout de suite et ont aidé les soldats de l'armée de l'air à sortir de l'encerclement de l'armée impériale. Ils ont fait échec à la tentative de l'armée impériale mais ils n'en sont pas restés là. Immédiatement les autres feddayin ont attaqué les commissariats et ont distribué les armes aux manifestants. Puis ils ont étendu l'insurrection à toutes les casernes. Khomeiny a appelé les gens à déposer les armes parce que l'heure du Jihad (guerre sainte) n'était pas venue, mais les gens n'ont pas obéi à cet ordre, y compris les partisans de Khomeiny qui ont vu dans la pratique ce qu'il fallait faire à ce moment là.

Maintenant, malgré les nombreux appels de Khomeiny pour rendre les armes, le peuple reste armé car il sait que l'impérialisme est encore en Iran et que la réaction n'a pas été détruite. Le peuple écoute Khomeiny jusqu'à maintenant parce qu'il disait des choses qui allaient dans son intérêt, mais chaque fois qu'il ordonnait des choses contraires à son intérêt, Khomeiny n'était pas suivi. La petite-bourgeoisie a obtenu ce qu'elle voulait, mais la classe ouvrière continuera à lutter pour ses intérêts même si Khomeiny s'y oppose. Le jour où Sandjani et Bazargan parlaient d'une monarchie constitutionnelle, le peuple disait : «A bas le régime monarchique»; le jour où Khomeiny

Nous publions aujourd'hui la suite de l'interview que nous a accordée un «sympathisant» de l'«Organisation des guérilleros feddayin du peuple iranien». Les groupes de «sympathisants», qui sont apparus en 1976, devaient faire un travail d'organisation des masses, en appui à l'organisation clandestine armée des feddayin.

Après avoir évoqué l'histoire des «feddayin du peuple» jusqu'au début de cette année (voir notre édition d'hier), notre interlocuteur nous parle ici de la manière dont son organisation analyse actuellement la situation en Iran, quelques jours après l'insurrection de février dernier.

appelait le peuple à rester chez lui pour éviter le massacre, les gens étaient dans la rue; le jour où il disait de déposer les armes, les gens étaient dans les casernes. Le peuple iranien est arrivé à ce degré de conscience dans la pratique.

Sans certaines garanties, il ne faut pas que les choses reviennent à la normale.

► Quelle analyse l'«Organisation des feddayin» fait-elle de la situation actuelle en Iran ?

Dans une interview à la radio iranienne, Bazargan a déclaré avoir envoyé son émissaire en province et des membres d'un «comité de l'imam» (1) ont arrêté ce représentant; «je ne sais pas de quel imam il s'agit, car l'imam Khomeiny m'a choisi. Quand j'envoie quelqu'un, c'est le représentant de Khomeiny, alors pourquoi ces gens-là l'arrêtent?», a-t-il ajouté. Il a dit qu'avec l'anarchie qui existe dans le pays, les ordres ne sont pas respectés, un comité se prononce «comité d'imam», et il fait n'importe quoi, il n'écoute ni le gouvernement, ni Khomeiny, il se réclame «comité d'imam» mais il fait ce qu'il veut.

«Si les choses continuent comme cela, je ne pourrais continuer à gouverner» a dit Bazargan. «Je ne dispose d'aucune force, la gendarmerie et la police ont été dissoutes, l'armée n'existe plus, il ne me reste que votre gentillesse». Le directeur de la radio-télévision a demandé à Bazargan de supprimer une partie du texte de son allocution radiodiffusée; autrement dit, il a exercé une censure sur le Premier ministre. C'est Bazargan lui-même qui a révélé cette affaire. En province il y a des arrestations et des exécutions sans que personne ne sache qui décide quoi. Personne ne sait comment et par qui ces gens sont jugés. Ces jugements sont rendus par des «tribunaux révolutionnaires islamiques» dont les membres ne sont pas connus. Les exécutions ne sont jamais annoncées à l'avance.

Maintenant que Khomeiny est retourné à Qom, Taleghani (2) va le remplacer; jeudi soir Taleghani parlait à la radio iranienne, il a modéré sa position, se rapprochant

des autres mollahs. A un journaliste qui lui demandait si les groupes qui ont participé à l'insurrection ont une place dans le gouvernement, il a répondu que non car c'est le peuple musulman qui a tout fait; «Les dirigeants politiques étaient à l'étranger, de retour au pays ils demandent leur part, il n'y a pas de part pour eux». Taleghani

hommes et des femmes. Actuellement, le Conseil révolutionnaire décide des lois; ces dernières sont aussitôt ratifiées par le gouvernement Bazargan, qui ne dispose d'aucun pouvoir pour les empêcher. Après le référendum, il y aura un gouvernement islamique, une assemblée islamique, les lois seront islamiques, or les lois isla-



Meeting des Fedayin du Peuple à l'Université de Téhéran

a dit que dans l'islam c'est la démocratie pour tous, chacun est libre de s'exprimer mais c'est le peuple musulman qui a fait la révolution, lui seul donc est libre de faire ce qu'il veut.

Pour échapper aux critiques, les nouvelles autorités éludent toutes les questions en répliquant qu'il s'agit d'un gouvernement provisoire. Même s'il s'agissait d'un gouvernement définitif, les mêmes hommes auraient été nommés au pouvoir.

Tout ce qui se passe en Iran, montre que c'est la droite des religieux, les religieux conservateurs et réactionnaires qui sont au pouvoir actuellement. Dans les «comités d'imam» de province, et ceux de Téhéran, partout les mollahs réactionnaires dirigent.

Si les choses continuent comme ça il va y avoir une explosion dans le pays. Une loi, votée sous le Shah, permet aux femmes de demander le divorce; Khomeiny remet en cause cette loi et demande le retour à la loi islamique où seul l'homme peut demander le divorce. Beaucoup de communiqués émanant des femmes iraniennes sont parus dans la presse pour protester contre la remise en cause de cette loi. Les femmes iraniennes déclarées qu'elles allaient lutter pour conserver les acquis et obtenir plus, jusqu'à l'égalité complète des

miques affirment de fait la supériorité de l'homme sur la femme.

► S'il est clair que le gouvernement Bazargan ne contrôle pas la situation en Iran, est-ce que les «comités Khomeiny» la contrôlent ?

En Iran, il y a 180 000 mollahs (3) dont un certain nombre collaboraient avec la Savak, comme dans toutes les catégories de la population. Il existait des «mollahs-savakis». La grande majorité des mollahs était neutre dans le conflit qui opposait le Shah au peuple soulevé. Seule une minorité de mollahs était contre le régime. Khomeiny, Taleghani, Montazeri font partie de cette minorité. Le nouveau régime n'a arrêté aucun «mollah-savaki», certains ont ainsi pu devenir chef de comité d'imam de quartier ou de province. Ceux-là donnent des ordres réactionnaires. La grande «majorité silencieuse» des mollahs qui n'a jamais protesté contre les atrocités commises par le Shah, est elle aussi au pouvoir aujourd'hui. La minorité progressiste des mollahs n'est pas suffisamment importante pour constituer une force dominante. Comme l'opposition religieuse n'a jamais eu et n'a toujours pas de programme précis,

les mollahs sont livrés à eux-mêmes; s'ils sont réactionnaires, ils donnent des ordres réactionnaires, s'ils sont progressistes ils donnent des ordres progressistes, s'ils sont révolutionnaires ils donnent des ordres révolutionnaires. Il y a une anarchie totale chez les mollahs. Les mollahs dirigent actuellement le pays car les forces de gauche sont gardées à l'écart du pouvoir. Les forces de gauche ont fait un travail important en milieu ouvrier, elles ont implanté leurs bases dans les usines et parmi les intellectuels.

Tous ceux qui ont été choisis par Khomeiny ne sont pas acceptés par la population. Bazargan lui-même n'est écouté que parce qu'il a été nommé par Khomeiny. Pratiquement tous les hommes désignés par Khomeiny relèvent d'un mauvais choix. Les moudjahidin qui sont passés à la télévision ont déclaré que le général Gharani (nouveau chef d'état-major de l'armée iranienne) était leur tortionnaire en prison. Il était directeur du deuxième bureau (Savak de l'armée), avant la création de la Savak. Le colonel Tavakoli qui voulait faire massacrer 500 000 communistes en Iran a démissionné une fois son complot démasqué. Il en va de même du reste du gouvernement: Bazargan n'est pas un agent de l'impérialisme mais c'est un réformiste. Il dit lui-même ne pas être révolutionnaire. «Je ne suis pas le bulldozer de la révolution, je suis une automobile qui passe» disait-il, il y a quelques années. Quelques mois plus tôt, il disait que le Shah doit régner mais pas gouverner. Parlant des révolutionnaires, il a déclaré récemment: «Je ne dis pas que ce sont des traîtres, mais ils demandent trop, je ne peux pas leur accorder tout ce qu'ils demandent, je ne suis pas un gouvernement révolutionnaire, pourquoi me demander des choses révolutionnaires?»

Ce sont ces gens-là qui ont été choisis par Khomeiny. Il n'y a aucune attaque de Khomeiny contre les «mollahs-savakis»; pour lui tout ce qui est musulman c'est bien. Sans le prestige et la popularité de Khomeiny, personne n'écouterait les ministres qu'il a désignés. Je crois que Khomeiny n'a pas fait d'erreurs en choisissant des gens comme Bazargan et compagnie; il n'a pas le choix: pour garder les mollahs avec lui, il est obligé de choisir des libéraux comme Bazargan, il a peur des communistes. Après les élections, le nouveau régime bénéficiera d'une légitimité. Les ministres désignés seront soit des mollahs qui ne sont pas faits pour cela, soit des libéraux. Jusqu'à maintenant, le peuple se contentait de critiquer les désignations faites par Khomeiny; si ce dernier s'oppose à ces critiques, bientôt lui aussi sera critiqué à son tour.

Demain,
la fin de cette interview

(1) «Comité de l'imam» ou comité Khomeiny.

(2) Taleghani est considéré comme le chef de file de l'aile «progressiste» des religieux.

(3) Mollahs: membres du clergé islamique.

Des revendications communes aux Moudjahidin et aux Fedayin

Lundi 26 février, un membre de l'Organisation des moudjahidin est passé à la télévision pendant 10 ou 15 minutes, le visage caché. Il a été autorisé à passer à la télévision et non pas à la radio, parce que la télévision ne peut être captée au-delà de la banlieue de Téhéran. Il a formulé les mêmes revendications que les feddayin, les quatre revendications:

- o Détruire l'armée du Shah et créer une armée populaire.
- o Nationaliser toutes les industries iraniennes et les capitaux étrangers
- o Participation des conseils ouvriers et des comités de base au Conseil révolutionnaire
- o Arrestation et jugement de tous les collaborateurs du régime du Shah.

Ils ont annoncé que le lendemain soir un membre des feddayin du peuple devait venir à la télévision.

L'OLP APPELLE A LA LUTTE DANS LES TERRITOIRES OCCUPES

En publiant la version égyptienne du traité, le Premier ministre de Sadate a voulu en donner une interprétation la plus extensive possible pour la présenter comme autre chose qu'une paix séparée.

Selon l'Égypte, les négociations au sujet de l'autonomie de la Cisjordanie et de Gaza devraient commencer un mois après la ratification du traité de paix. Il serait prévu que les participants aux négociations soient l'Égypte, Israël et les USA, ainsi que la Jordanie. En cas de refus (prévisible) de la Jordanie, c'est l'Égypte qui la «remplacerait». Il n'est pas question de l'OLP, mais d'une représentation des habitants à l'intérieur de la délégation égyptienne. Selon le Premier ministre égyptien, il s'agit d'une «autonomie totale» avec une «autorité administrative palestinienne» disposant d'une «police armée». Le début de ce processus d'autonomie commencerait après un an de négociations.

Quelques heures après la déclaration du Premier ministre égyptien, Begin devait répliquer que ces révélations «contiennent de nombreuses inexactitudes qui apparaîtront à la publication du texte officiel». Il s'est immédiatement opposé à l'interprétation égyptienne incluant Jérusalem-Est dans les territoires occupés. En même temps plusieurs ministres religieux de Begin insistaient sur la conception sioniste de l'autonomie,

c'est-à-dire le maintien des colonies, la poursuite de la colonisation et la présence militaire et policière sionistes.

A propos du lien et du délai entre le traité et les négociations pour l'autonomie, point mis en valeur par l'Égypte, le gouvernement sioniste a une version fort différente. Selon lui, la formule de compromis finale mentionne la réalisation des négociations en un an comme un «but» que se fixeraient les signataires.

A Damas, le Comité exécutif de l'OLP a lancé un appel aux habitants des territoires occupés pour «resserrer leurs rangs et se lancer dans l'action conjuguée afin d'intensifier la lutte contre l'occupation sioniste». Les manifestations n'ont d'ailleurs pas cessé dans plusieurs villes de Cisjordanie, à Ramallah, Bethléem, Khalkhoul et Zeir ainsi qu'à Jérusalem. A Naplouse, à la suite de manifestations, les forces d'occupation ont pénétré à nouveau dans les collèges pour y arrêter des jeunes.

En Jordanie, à la suite de sa rencontre avec Yasser Arafat, le roi Hussein a affirmé qu'il reconnaissait l'OLP comme «seul représentant légitime du peuple palestinien» et s'est engagé à «garantir le droit du peuple palestinien à fonder un Etat indépendant sur le sol national».

LES POSITIONS DE L'ARABIE SAOUDITE

Interviewé par News-

week la semaine dernière avant de rencontrer Brzezinski, le conseiller de Carter, le prince Fahd d'Arabie Saoudite a rejeté en termes mesurés, mais nets la proposition de traité de Carter. Il a notamment déclaré à ce sujet : «Il semble que l'Amérique ne se rende pas compte que la politique d'Israël depuis 1967 a été une politique d'annexion graduelle de la Cisjordanie. Les Israéliens ont commencé à installer trois nouvelles colonies rien que le mois dernier... Alors dans ces conditions, que peut signifier l'autonomie pour les Palestiniens ? Rien qu'une nouvelle couverture pour l'occupation israélienne».

Au sujet de la situation créée dans la région après le changement de régime en Iran et au sujet des propositions de «protection» américaine, il a dit : «Les Arabes ont appris qu'ils ont à compter sur eux-mêmes et sur leur propre solidarité pour faire obstacle aux visées stratégiques des puissances extérieures à la région... L'Arabie Saoudite est contre toute présence militaire dans la région. Notre objectif commun est la stabilité et l'intégrité territoriale des nations arabes. Et le meilleur moyen d'y arriver, c'est de faire en sorte qu'Israël se retire des territoires arabes occupés, que Jérusalem redevienne arabe et que soient reconnus les droits du peuple palestinien à l'auto-détermination et à un Etat».

Après le retrait des troupes chinoises du Vietnam

ISOLEMENT ACCRU DE HANOÏ EN ASIE DU SUD - EST

C'est avec bien des réserves et des restrictions que la presse française a annoncé la fin du retrait des troupes chinoises au Vietnam, sans parler de l'Humanité qui, jusqu'au bout, n'a cessé de répercuter toutes les calomnies de Hanoï. Alors que la contre-offensive chinoise a été dès le début caractérisée par la Chine comme une «leçon» et «une opération limitée», les journaux et les médias n'ont cessé d'en dénaturer les buts et la portée en parlant d'«invasions». A la fin février, France Soir avait été jusqu'à titrer «Les Chinois à Dien-Bien-Phu». L'attaque de Hanoï, le bombardement de Haiphong ont également été annoncés rappelés-le ! Il s'avère aujourd'hui que la riposte chinoise visait bien les trois provinces transformées par Hanoï en base d'agression contre la Chine. Il est clair aujourd'hui que cette contre-offensive était du même type que la riposte de la Chine aux provocations de l'Inde en 1962, dans des conditions extrêmement différentes.

Entre la riposte chinoise au Vietnam et l'occupation vietnamienne du Kampuchea, il n'y a pas qu'une différence de portée et de durée, il y a une différence de nature : c'est la différence qu'il y a entre une opération défensive, même de grande envergure, et une guerre d'agression.

La contre-offensive de la Chine, venant après plusieurs mois de provocations et d'agressions, avait été précédée de multiples avertissements sans ambi-

guité du gouvernement chinois, avec un engagement à négocier au plus vite. Aujourd'hui, les troupes chinoises se sont retirées, la Chine a tenu ses engagements et propose des négociations que le Vietnam semble accepter et qui devraient s'engager dès la semaine prochaine. Au contraire, l'invasion du Kampuchea par le Vietnam a revêtu tous les caractères d'une agression et d'une occupation : après une série de menaces et de tentatives diverses, il s'agissait pour Hanoï de renverser le régime politique d'un pays en prenant sa capitale, d'y installer un régime fantoche et de le maintenir aujourd'hui contre la résistance populaire grâce à une occupation militaire. Les faits prouvent et continueront à prouver qu'on ne peut mettre ces deux opérations

sur le même plan. La fidélité de la Chine à ses engagements fait apparaître au grand jour le caractère agressif et expansionniste du gouvernement de Hanoï. Alors que la majorité des membres de l'ONU exigeaient un retrait de toutes les troupes étrangères en Asie du Sud-Est, Hanoï, couvert par le veto soviétique au Conseil de Sécurité, refuse de retirer ses troupes, au nombre de plus de 100 000, qui occupent le Kampuchea. Le dernier veto de l'URSS au Conseil de Sécurité contre une motion des pays de l'ASEAN a été violemment dénoncé par la presse thaïlandaise à la veille de la visite du Premier ministre thaïlandais en URSS. Cela ne facilitera pas les tentatives de séduction de Brejnev en direction des pays de l'ASEAN.

● Afghanistan : l'URSS menace

La situation intérieure semble s'aggraver en Afghanistan où le régime prosoviétique de Taraki doit faire face à plusieurs rébellions se réclamant à la fois de minorités nationales et de l'islam. Le gouvernement afghan prétend attribuer la responsabilité de ces mouvements aux pays voisins, notamment le Pakistan et l'Iran. La radio afghane a dénoncé dimanche «Les dirigeants réactionnaires de Téhéran». La frontière entre les deux pays a été fermée. Dans un éditorial de la Pravda, le gouvernement soviétique accuse plusieurs pays d'ingérence en Afghanistan : des «régimes arabes réactionnaires», le Pakistan... et même la Chine. En fait le social-impérialisme, en prenant ainsi la défense d'un régime qui lui est lié par un traité militaire et de multiples accords économiques, prépare la voie à une intensification de son intervention en Afghanistan où il a déjà envoyé plusieurs milliers de conseillers militaires. Il semble en fait que ce soit, dans une large mesure, les méthodes de répression mises en œuvre par l'URSS dans ce pays qui ont aggravé la situation en Afghanistan.

● Zimbabwe : nouvelles manœuvres américaines

A l'approche des élections organisées au Zimbabwe par le régime de Smith le 20 avril, les Etats-Unis multiplient les tentatives pour élaborer un nouveau plan afin d'empêcher le Front Patriotique de gagner militairement la victoire. Le secrétaire d'Etat US Vance a relancé l'idée d'une «conférence de toutes les parties» réunissant le chef des racistes Smith, ses fantoches africains, et les dirigeants du Front Patriotique. En même temps, Vance demande à Smith d'organiser des élections sous contrôle de l'ONU. Le régime de Smith a pour le moment, rejeté ces demandes. De toute façon, on ne voit pas comment les racistes pourront organiser leur farce électorale, alors qu'ils ne contrôlent plus que les zones urbaines tandis que les zones rurales — près de 85 % du pays — et que la grande majorité de la population sont sous le contrôle du Front Patriotique. Alors que la guerre populaire continue de faire rage dans tout le pays, les racistes ont largué un million de tracts promettant l'amnistie aux guérilleros qui participeraient aux élections. Comme les autres, cette campagne de propagande est vouée à l'échec.

Achetez chaque jour
Le Quotidien du Peuple
dans le même kiosque

Conférence sur le droit de la mer :

L'EXPLOITATION DE LA HAUTE MER A NOUVEAU EN QUESTION

C'est dans un climat très tendu qu'a commencé lundi à Genève la 8^e session de la Conférence de l'ONU sur le droit de la mer. Les positions des pays du Tiers Monde et celles des grandes puissances, notamment les USA, semblent toujours inconciliables.

Dans ses grandes lignes, la zone économique exclusive de 200 miles au-delà des côtes est devenue un fait acquis qui a permis à de nombreux pays de défendre leurs richesses naturelles contre le pillage, mais d'autre part l'exploitation de la haute mer reste un point important sur lequel aucun accord n'a pu

être élaboré lors des sessions des dernières années. La haute mer — les eaux internationales — est définie comme «patrimoine commun de l'humanité» par l'ONU. Or seules les grandes puissances, en particulier les USA et l'URSS, disposent des moyens de commencer l'exploitation de la haute mer, particulièrement de ses richesses minérales : pétrole et nodules polymétalliques reposant dans les fonds marins. Dans la situation de crise de l'énergie actuelle, les super-puissances tireraient un bénéfice énorme en faisant des forages off shore dans les eaux internationales.

De même l'exploitation des nodules métalliques

(manganèse, cuivre, cobalt, etc.) leur permettrait de faire tomber les cours de certains métaux dont les pays du Tiers Monde sont producteurs. C'est pourquoi les pays du Tiers Monde, regroupés dans le cadre des «77», ont imposé l'idée d'une «autorité internationale» devant contrôler et organiser l'exploitation de la haute mer. Mais les USA ont tout fait pour saboter la mise sur pied de cette autorité. De fait, ils préparent le terrain pour commencer eux-mêmes l'exploitation et mettre ensuite les autres pays devant le fait accompli. L'URSS, tout en prétendant soutenir les positions des pays du Tiers Monde a, de son côté, tenté de dénaturer le rôle

de cette organisation. Dès son arrivée à Genève, le représentant américain a adopté une attitude arrogante qualifiant l'attitude du Tiers Monde de «peu réaliste et extravagante». C'est une menace directe analogue à celle de Kissinger en 1976 : les USA sont prêts à quitter la table de négociations pour se lancer dans une exploitation «libre», sans aucune législation. Il semble que la position française fasse le jeu des prétentions américaines. Il est donc particulièrement intéressant de suivre cette nouvelle phase d'une lutte au cours de laquelle l'unité du Tiers Monde contre les impérialistes s'est forgée depuis le début de la conférence, en 1973.

LE RECTORAT DE CRÉTEIL OCCUPÉ PAR DES ENSEIGNANTS ET DES LYCÉENS

Les vigiles blessent un délégué syndical du SGEN CFDT

Lundi matin 19 mars se réunissaient au rectorat de Créteil, les commissions académiques paritaires sur les mesures de la carte scolaire de la rentrée 1979. (188 mutations arbitraires de titulaires dues aux suppressions de postes). Sur l'académie sont prévues des dizaines de suppressions de classes et de postes, et des centaines de maîtres auxiliaires se retrouveront au chômage. Quant aux nouveaux titulaires certifiés agrégés, ils seront tous à disposition du recteur sans poste fixe.

Le SGEN - CFDT appelait à faire grève et à ma-

nifester au rectorat à l'occasion des CAPA, contre les suppressions de postes, et de sections, pour le réemploi et la titularisation des auxiliaires. Plusieurs centaines d'enseignants et de lycéens se retrouvaient devant le rectorat. Aussitôt les vigiles de faction s'interposent pour bloquer les portes et sortent des matraques quand les manifestants veulent rentrer. Le secrétaire académique du SGEN est blessé à la tête par un vigile. Les manifestants réussissent à rentrer dans le hall et occupent, en exigeant l'arrêt des CAPA et des explications du recteur sur les brutalités

policieres. Au bout d'une demi-heure celui-ci descend... à la tête de plusieurs dizaines de flics et ordonne l'évacuation sous la menace d'intervention des flics. Aussitôt les sections syndicales CGT-CFDT du personnel du rectorat appellent à cesser le travail tant que les flics sont dans le rectorat. Les représentants syndicaux des CAPA cessent de siéger. L'occupation s'est arrêtée en fin de matinée par un retrait négocié et simultané des flics et des manifestants.

Une délégation du SGEN était reçue par le

recteur en début d'après-midi. La seule réponse claire qu'il a donnée aux revendications des enseignants était celle du bâton : «A chaque intrusion au rectorat je ferai appel à la police sur réquisition».

Bien sûr, aucune réponse (justifiée par la «restructuration» des établissements) n'a été donnée sur les suppressions de sections et sur le chômage des auxiliaires. Le bilan et la poursuite de l'action se sont décidés en AG du SGEN mercredi.

Correspondance

MOUVEMENT LYCEEN DANS LE VAL-DE-MARNE

Lundi 19 mars : Coordination des lycées et CET en lutte

Une centaine de lycéens se sont réunis au lycée Langevin Vallon de Champigny en grève. Parmi eux les délégations d'une quinzaine d'établissements.

On commence par un tour de table pour faire le point sur la mobilisation dans chacun des lycées.

Champlain : Les élèves se sont mis en grève mercredi dernier. Les premières difficultés dans l'animation de la grève sont maintenant résolues : c'est le comité qui organise la lutte. L'occupation du lycée a été décidée pour lundi et mardi.

Doumer : Les hésitations dues à l'essoufflement du dernier mouvement en septembre ont dû être levées pour partir en grève cette fois-ci. Ce sont les gars du LEP qui ont déclenché le mouvement ; ils sont bien décidés à gagner tout le lycée dans la lutte contre les suppressions de postes.

Forts de leur expérience, les lycéens de Doumer ont fait part des idées qu'ils ont eues pour éviter l'essoufflement. Selon eux, il y a deux causes : les élèves s'annuient lors des grèves

et la crainte de rater son examen joue fortement contre la volonté de lutte : aussi ont-ils décidé de faire deux groupes dans chacune des classes : l'un va au cours où il prend les cours avec du carbone pour les autres. L'autre groupe s'occupe de la grève. Bien sûr, ils alternent.

Jean Moulin : Cet établissement n'est pas en grève. L'administration est particulièrement musclée : elle a fait appel aux flics lors des premiers débrayages. Une délégation massive dans les prochains jours devrait régler le problème.

Darsonval : A la suite de la visite de la délégation des lycéens de Langevin Vallon, une centaine de lycéens se sont rendus à la manif de vendredi dernier. Aujourd'hui, ils se mobilisent pour développer le mouvement sur leur lycée.

Luis Armand, Marcelin Berthelot, Lep La Varenne, Elsa Triolet, Musselburch, Berfioz, Guillaume Bude, P. et M. Derien, Saint-Exupéry et Jaurès (Montreuil) sont également mobilisés.

Aujourd'hui, les lycéens débattent des formes de

lutte à envisager : pour certains, il est clair qu'il faut maintenant recourir à des actions dures, seules capables de faire céder le gouvernement. Ils y songent pour l'action d'ampleur qu'ils préparent pour mercredi.

■ Depuis jeudi 15, le lycée technique Romain-Rolland de Vitry est occupé par les

lycéens et enseignants contre 9 suppressions de postes.

● Lundi 19 mars, les lycéens du LTE-LEP Chéroux de Vitry bloquaient la nationale 7 pour faire connaître leurs revendications : «Non aux suppressions prévues des sections horticulture et employés de collectivité».

François-Poncet à Antenne 2

COMMENT SE FAIRE DES AMIS A MOSCOU...

Le ministre des Affaires étrangères François-Poncet faisait sa première prestation télévisée lundi soir à Antenne 2. A dix jours du voyage de Giscard en URSS, après la visite qu'il vient lui-même d'effectuer, François-Poncet donne une image inquiétante de l'attitude des dirigeants français à l'égard du social-impérialisme.

François-Poncet n'a pas à se plaindre des pressions exercées par Brejnev à l'égard de la France. Selon lui, les mésaventures de Giscard lors de sa dernière visite en URSS où Brejnev avait longuement repoussé leur rencontre ne sont qu'un mythe entretenu par les journalistes. En ce qui le concerne, avant son départ, au début du mois, François-Poncet avait été copieusement insulté par la presse soviétique qui l'avait traité d'atlantiste et d'agent de l'Allemagne. Peu rancunier, il a estimé que ces attaques n'étaient qu'un «accident de parcours» puisqu'ensuite il a

été bien reçu par Gromyko...

Dans la même logique, il a repris les éloges de Giscard à l'égard de l'URSS qui avait «fait preuve de retenue» en n'intervenant pas contre la Chine ! Pour le ministre de Giscard, «la détente qui existe entre les grandes puissances permet d'éviter que les crises locales ne dégénèrent». Non seulement François-Poncet s'est refusé à reconnaître le rôle agressif et dangereux du social-impérialisme, mais il a déclaré qu'il fallait compter sur la «retenue» et la «modération» de Brejnev. Inversement, le ministre a implicitement désigné la Chine comme fauteur de guerre en affirmant que les problèmes en Asie du Sud-Est venaient de l'«émergence de la Chine». Il a ajouté : «quand les Soviétiques disent qu'ils ont peur de la Chine, ils sont sincères».

Autant de déclarations préoccupantes qui révèlent une grande complaisance, une attitude munichoise à

● La résistance cambodgienne s'empare d'une capitale provinciale

La Voix du Kampuchéa démocratique vient de faire savoir que la résistance cambodgienne s'est emparée de la ville de Kompong Speu, une capitale provinciale située à 50 km au Sud-Ouest de Phnom Penh. La Voix du Kampuchéa démocratique précise qu'au cours de cette attaque victorieuse, 200 Vietnamiens ont été tués ou blessés et qu'un important matériel de guerre a été saisi. La ville est située sur la route n°4 qui relie Phnom Penh au port de Kompong Som. La même source indique que du 9 au 12 mars, 12 engagements auraient eu lieu entre la résistance cambodgienne et les troupes vietnamiennes, faisant 128 victimes dans les rangs de l'envahisseur vietnamien. Enfin, selon les services de renseignements occidentaux, les troupes vietnamiennes auraient de grandes difficultés à ravitailler leurs troupes dans l'Ouest cambodgien, les routes 4, 5 et 6 étant constamment menacées.

● Iran : affrontements armés dans le Kurdistan

La situation apparaît comme extrêmement confuse au Kurdistan, où des affrontements armés ont déjà fait plusieurs dizaines de morts dans diverses villes. A Sanandaj, la capitale du Kurdistan iranien, il semblerait que des manifestants aient attaqué une caserne, et que les affrontements se solderaient par de très nombreuses victimes. Même situation confuse à Mahabad, qui fut, en 1945, la capitale de l'éphémère république du Kurdistan. La nature de ces affrontements, et leur cause, restent imprécises. Selon la radio de Téhéran, la Voix de la révolution, il s'agirait d'attaques provoquées par des «éléments incontrôlés» contre lesquels le gouvernement iranien met la population kurde en garde. Selon d'autres sources, citées par l'AFP, les affrontements opposeraient les Soudites (la majorité des Kurdes) aux Sh'ites. Enfin, selon des sources militaires iraniennes, les attaquants seraient «des sales communistes et feddayin qui n'ont rien à faire ici». Lundi, des avions de chasse et des hélicoptères, envoyés de Téhéran, survolaient les villes où les combats se poursuivaient.

● «Watergate» en Afrique du Sud : Giscard dans le coup

Un scandale vient d'éclater en Afrique du Sud après la révélation par plusieurs journaux des manœuvres du ministère de l'Information sud-africain. Par l'intermédiaire de son ancien patron, actuellement en fuite, le ministère de l'Information aurait dépensé quelque 73 millions de dollars, en s'aidant d'intermédiaires, pour promouvoir à l'étranger une bonne image de marque du régime raciste d'Afrique du Sud. L'Afrique du Sud aurait ainsi tenté de prendre le contrôle du quotidien américain Washington Star. Des journaux français auraient également profité des largesses du ministère de l'Information sud-africain, dont le mensuel Eurafrique. Le personnage-clé de cette affaire, Eschel Rhoadie, rédigeait en outre les discours des personnalités occidentales visitant l'Afrique du Sud. C'est ainsi que Giscard, alors ministre des Finances, a prononcé en Afrique du Sud des discours rédigés par le ministre raciste de l'Information. Rhoadie possède, paraît-il, plusieurs cassettes bourrées de révélations qu'il menace de divulguer si des poursuites sont engagées contre lui.

● La police marseillaise agresse les lycéens

Un millier de lycéens marseillais manifestaient lundi. Fatigués de constater la manière dont les moyens d'information rendent compte de leur lutte contre la réforme Beullac, ils décidaient de converger vers la station régionale de FR 3.

Là, de violents affrontements les ont opposés à la police urbaine et aux CRS qui voulaient empêcher une délégation de pénétrer. Les affrontements ont duré une heure.

Pour envisager la riposte, les lycéens se donnaient alors rendez-vous ce mardi à la Porte d'Aix et décidaient de participer à la manifestation syndicale prévue le soir à 17 heures sur le Vieux Port.